

# Ce que raconte et surtout ce que ne raconte pas *L'Histoire générale de l'ultra-gauche* de Christophe Bourseiller

(Paris, Denoël, 2003).

La tentative de Christophe Bourseiller d'insinuer que la plupart des courants de l'«ultra-gauche<sup>(1)</sup>» – c'est-à-dire des communistes de gauche – débouchaient sur la triste affaire négationniste en France durant les années 1980-1990 constitue un parfait exemple de déformation et de calomnie journalistiques. Toutefois, son *Histoire générale de l'ultra-gauche* (parue chez Denoël en 2003) étant le seul ouvrage disponible actuellement sur le sujet, il méritait qu'on lui consacre, malgré la médiocrité de son contenu, une mise au point argumentée, occasion de présenter des courants peu connus à un nouveau public; courants très minoritaires qui eurent cependant l'immense mérite de sauvegarder le socialisme de son antithèse stalinienne et de tenter de maintenir, y compris dans les circonstances les plus difficiles qui soient, son esprit internationaliste.

On est en droit de se montrer quelque peu soupçonneux à l'égard d'un auteur qui, comme Christophe Bourseiller, a publié vingt-cinq livres dont certains de cinq cents pages en une quinzaine d'années. Mais la logorrhée n'induit pas nécessairement l'erreur. Dans sa biographie de Guy Debord, publiée en 1999, Bourseiller démontrait déjà que l'exactitude historique n'était pas son objectif fondamental. Comme pour le livre dont il est question ici, les individus mentionnés dans cette biographie ont assez souvent affirmé que tout ce que Bourseiller avait écrit sur eux était faux pour faire planer le doute sur l'ensemble du livre. Bourseiller a tenté plusieurs fois de travailler dans les médias y compris pour l'hebdomadaire à sensation *Paris-Match*. Il ne milite ni à l'extrême gauche ni à l'ultra-gauche. Mais, encore une fois, ce ne sont pas là des critères éliminatoires et de nombreux livres aussi sérieux qu'utiles ont été écrits sur la gauche révolutionnaire par des gens qui n'en sont que les observateurs (ne serait-ce que *La Révolution espagnole* de Burnett Bolloten publié en français chez Ruedo iberico, en 1977). Quoi qu'il en soit, la parution du livre de Bourseiller a déclenché une tempête en France et entraîné un flot de comptes rendus critiquant le traitement réservé à différents courants<sup>(2)</sup>; au point que certains ont pu penser un moment rédiger le «contre-livre» qui semblait s'imposer, de manière à corriger toutes les erreurs et les mensonges qu'on peut y trouver. D'autres l'ont accusé de travailler pour la police en publiant les noms d'un grand nombre de gens toujours en vie ayant eu des liens avec d'obscures organisations restées actives ou tout récemment défuntes.

Tout cela est décidément malheureux car le livre de Bourseiller, manifestement destiné à alimenter les conversations dans les cafés branchés de la gauche modérée française, est en fait le seul livre existant en quelque langue que ce soit à se pencher sur toute l'histoire de l'ultra-gauche. S'il ne se retrouve pas définitivement et publiquement discrédité, il garde une chance de devenir également un ouvrage de référence pour tous les jeunes militants qui n'ayant pas encore entendu parler d'Anton Pannekoek, Karl Korsch, Herman Gorter, Amadeo Bordiga, Otto Rühle, Paul Mattick, Maximilien Rubel, Daniel Guérin, Grandizo Munis, Guy Debord ou de Cornelius Castoriadis et Claude Lefort à leurs débuts<sup>(3)</sup>, associent le «marxisme» avec le défunt bloc soviétique ou les «États ouvriers» (comme les trotskystes s'obstinent à les appeler) survivants, tels que la Chine, la Corée du Nord, Vietnam et Cuba.

Au premier coup d'œil et avant toute lecture sérieuse, *L'Histoire générale de l'ultra-gauche* pourrait passer pour un annuaire téléphonique assez superficiel d'un genre (encore) peu connu. Comme tout annuaire, il peut s'avérer utile en matière de références et de bibliographies (malheureusement pour les lecteurs ayant quelques lacunes en français, l'annuaire est presque entièrement rédigé en cette langue). Cependant, une lecture plus attentive démontre que Bourseiller n'est pas du tout un observateur neutre. La première de ses distorsions est l'usage quelque peu flou qu'il fait du terme «ultra-gauche» employé à l'origine comme un adjectif exprimant la dérision au moins depuis la brochure intitulée *La maladie*

*infantile du communisme: le gauchisme* rédigée par Lénine en 1921. Il existe pourtant un terme à la fois plus approprié et moins démagogique, celui de «communiste de gauche» (même si ce terme serait rejeté aussi bien par les anciens membres de *Socialisme ou Barbarie* que par les situationnistes, les anarchistes, les conseillistes ou les communistes libertaires). Ce terme a été ressuscité par le retour, sur le devant de la scène, de plusieurs courants minoritaires et de leurs théoriciens (nombre d'entre eux remontant aux années 1920) à partir de 1968 et surtout depuis les années 1989-1991. On peut, quoi qu'il en soit, en donner une définition plus brève et concise et finalement assez simple: courants révolutionnaires autoproclamés qui se situent eux-mêmes à la gauche du trotskysme (dont nous parlerons plus loin). Il s'agit là d'une meilleure définition que le simple «antiléningisme» car certains communistes de gauche se réclament explicitement du léninisme.

Avant de nous lancer dans une critique de Bourseiller, il faut présenter avec précision les courants historiques dont il discute et dont il dénature les positions.

Il existe deux groupes historiques auxquels le terme d'«ultra-gauche» s'applique sans équivoque possible – contrairement à leurs différents successeurs libertaires (à la seule mais importante exception de l'anarchisme espagnol) – et qui furent de vrais mouvements de masse regroupant des dizaines de milliers de membres issus de la classe ouvrière:

- les communistes de conseils de la Gauche germano-hollandaise,
- et la Gauche communiste italienne des années 1910 et 1920 (plus généralement connue sous le nom de «bordiguisme» en dépit de tous ses efforts pour rejeter cette étiquette considérée comme reflétant un culte de la personnalité et une transgression de l'anonymat révolutionnaire).

Bien entendu, il y eut immédiatement des problèmes car aucun de ces courants n'accepta d'être identifié au terme qui désignait également les autres: la Gauche germano-hollandaise et ses successeurs, les communistes de conseils, considèrent les bordiguistes comme des léninistes autoritaires tandis que, de leur côté, les bordiguistes jettent au visage des Gauches communistes allemande et hollandaise les qualificatifs employés par Lénine à l'égard des gauchistes en les traitant tour à tour de proudhoniennes, syndicalistes, anarchistes voire d'antimarxistes.

Malgré cela, la Gauche communiste italienne et la Gauche germano-hollandaise s'entendaient pour remettre en question la capacité d'extension du modèle révolutionnaire russe à l'Europe occidentale après la Première Guerre mondiale. Une extension qui était pourtant non seulement le principe fondamental du texte publié par Lénine en 1921, mais également celui de la politique des débuts de la Troisième Internationale. Contrairement à la réputation qu'elle acquit plus tard – réputation fondée sur le conseillisme antiparti pour lequel elle fut plus connue à partir des années 1930, la grande majorité de la Gauche germano-hollandaise était assez favorable au début des années 1920 à l'idée d'un parti communiste, même si elle rejetait l'idée d'un parti léniniste tel qu'il était présenté dans le *Que faire ?* de Lénine et vanté par les émissaires du Komintern.

Allemands, Hollandais et Italiens rejetèrent les arguments de Lénine en faveur d'alliances avec des groupes non révolutionnaires, en particulier après le virage à droite du Komintern en 1921 (virage qui suivit l'accord commercial anglo-russe, l'écrasement de Kronstadt, l'échec de l'Action de mars en Allemagne et la mise en œuvre de la NEP). En 1921, dans sa *Lettre ouverte au camarade Lénine*, Herman Gorter fait le constat simple (et juste) qu'à l'inverse de la Russie où la classe ouvrière pouvait s'allier avec la paysannerie pour mener la fameuse «révolution double», le prolétariat d'Europe occidentale menait seul la lutte.

La Gauche communiste italienne, qui s'est toujours prétendue léniniste orthodoxe, choisit une stratégie différente. Elle rejeta la stratégie du front unique adoptée en 1921 par le Troisième Congrès du Komintern. Ses membres refusèrent d'admettre la gauche «serratisse» du Parti socialiste italien dans le nouveau parti communiste. (Comme les sociaux-démocrates d'autres pays qui furent finalement admis dans leurs partis communistes respectifs, le PSI comprenait nombre d'individus ayant soutenu la Première Guerre mondiale avant de devenir d'ailleurs des staliniens zélés après 1924.) La Gauche communiste italienne critiqua la mise en pratique, en 1921, d'un front uni rassemblant communistes et socialistes en vue de gérer la Thuringe (aujourd'hui un des *Länder* allemands, *NdE*). Les bordiguistes ont toujours affirmé que ces désaccords avec Lénine étaient avant tout d'ordre pratique et que le Parti communiste d'Italie du début des années 1920 était (et de loin) le parti le plus strictement léniniste de tous les partis communistes d'Europe occidentale.

Les Gauches communistes allemande, hollandaise et italienne sont nées du soulèvement révolutionnaire quasi universel qui suivit la Première Guerre mondiale et dont l'ampleur et la profondeur

n'ont jamais connu d'équivalent depuis. Durant une brève période (jusqu'en 1921), les communistes étrangers purent ouvertement débattre dans le cadre de la Troisième Internationale avec les bolcheviques comme de simples égaux. Par la suite, le prestige accordé à la Révolution, pour ne pas parler d'événements nettement moins exaltants, les marginalisa et les réduisit au silence. Au début des années 20, donc, ces communistes de gauche représentaient, quels que fussent leurs défauts respectifs, de véritables mouvements ouvriers confrontés aux problèmes de la révolution dans les pays au capitalisme avancé où le prolétariat luttait seul (à l'inverse une fois encore de la «révolution double» de Russie portée par l'alliance des ouvriers et des paysans).

Si les communistes de gauche avaient leurs pendants en Russie dans le petit groupe Centralisme démocratique ou le Groupe Ouvrier de Miasnikov, ces derniers ne furent jamais plus que de petites sectes isolées menant un combat perdu d'avance contre le raz-de-marée de la révolution mondiale (et donc russe). Les expériences historiques qui donnèrent naissance aux Gauches communistes allemande, hollandaise et italienne (ceux que l'on appelle les «ultragauches») concernèrent, comme nous l'avons indiqué, sinon les masses à proprement parler, du moins d'importantes minorités de la classe ouvrière. Celles-ci avaient vécu de riches expériences militantes, celles des grèves massives et des actions pacifistes menées avant et pendant la Première Guerre mondiale sans même évoquer les ferments révolutionnaires de la période qui l'a immédiatement suivie<sup>(4)</sup>.

Obsédé par l'histoire des groupuscules, Bourseiller omet totalement cette histoire sociale plus vaste (sans laquelle pourtant l'évolution de ces courants et celle de leurs rejetons plus tardifs, est parfaitement incompréhensible). Jusqu'à récemment encore, la domination du trotskysme en tant que plus célèbre des oppositions internationales de gauche au stalinisme, en particulier dans les pays dits «historiques» tels que la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis (mais également en Amérique latine), a enseveli le souvenir de cette expérience et de nombreux militants ne sont jamais allés voir au-delà du petit livre sur le gauchisme écrit par Lénine en 1921.

Bourseiller se présente comme un observateur «fasciné par la micro-histoire». Son livre débute par une description de l'ultra-gauche qui la présente comme un «autre communisme», celui à qui l'on ne doit ni goulags ni murs de Berlin. Mais la fascination qu'il éprouve pour son sujet est mitigée par un objectif moins édifiant qui court à travers la quasi-totalité du livre pour apparaître à la fin comme la véritable «morale» de cette histoire. Cet objectif est simple et explicite: Bourseiller veut prouver que quiconque ayant eu un point de vue internationaliste; s'étant revendiqué d'un «troisième camp» pendant la Seconde Guerre mondiale; ayant souhaité «transformer cette guerre impérialiste en guerre civile» sur le modèle de la gauche de Zimmerwald pendant la Première Guerre mondiale; sans oublier, bien entendu, les héritiers tardifs de ce point de vue internationaliste, quiconque, donc a défendu un tel point de vue, est nécessairement un précurseur ou un protagoniste de cette étrange affaire du «négationnisme» qui éclata au sein de l'ultra-gauche française dans les années 1980-1990<sup>(5)</sup>. (Dans la foulée, tous ceux qui proposent une critique de gauche de la notion d'«antifascisme» se retrouvent dans le même panier.)

Déjà, par le traitement historique que leur réserve Bourseiller, les communistes de gauche des années 1920, les «nationaux-bolcheviques» (ceux de «l'aile gauche de la droite» comme on les appelait) qui firent leur apparition dans les conseils ouvriers de Hambourg<sup>(6)</sup>, se voient accorder une place complètement disproportionnée en regard de leur influence effective sur la Gauche germano-hollandaise de l'époque et même des années qui suivirent. Il met également en avant certaines des déclarations de la Gauche communiste italienne datant du début des années 1920 selon lesquelles (et avec lesquelles il est possible ou non de tomber d'accord) le fascisme ne serait qu'une des formes de la domination capitaliste, voire même l'apogée de la démocratie bourgeoise. Ce faisant, il pose les bases des conclusions hâtives qu'il présentera quelques centaines de pages plus tard.

Gardant en mémoire qu'il s'agit bien là de l'objectif de Bourseiller, revenons à son sujet proprement dit.

À la fin des années 1920, la Gauche germano-hollandaise s'est scindée en petits groupes et la suite de son histoire, aussi intéressante qu'elle puisse être, n'est donc plus que l'histoire de ces groupuscules (quant aux bordiguistes ils ont brièvement constitué, juste après la Seconde Guerre mondiale, un mini parti de masse<sup>(7)</sup>).

Dans le cas des Italiens, on sait peu (et Bourseiller n'en parle jamais) qu'Antonio Gramsci a eu un rôle clé dans la mise en œuvre de la politique stalinienne visant à purger en 1924-1925 l'appareil du Parti communiste d'Italie de sa majorité bordiguiste. Il contribua également à assurer le vote contre cette même majorité au congrès tenu en exil à Lyon en 1926<sup>(8)</sup>. Ce n'est qu'à partir des années 1970 que le

Parti – discrètement rebaptisé Parti communiste italien (au lieu de Parti communiste d'Italie, *NdE*) pour des raisons essentiellement nationalistes – accepta d'aller jusqu'à reconnaître le rôle majeur tenu par Bordiga dans les premières années du Parti. Mais le PCI ne franchit jamais totalement le pas et n'a jamais dénoncé les machinations pro-staliniennes de Gramsci, probablement de crainte de semer la consternation chez nombre d'innocents habitant les hauteurs distinguées du «marxisme occidental». Bordiga vécut jusqu'en 1970 et écrivit de brillants travaux théoriques (quels que soient les problèmes qu'ils puissent poser) sur les manuscrits de Marx de 1844, à propos de la nature capitaliste de la Russie ainsi que des textes sur les effets destructeurs du capitalisme sur l'environnement, rédigés en 1960, mais que l'on ne redécouvre qu'aujourd'hui.

Pour des raisons historiques, l'héritage de l'ultra-gauche des années 1920 a plus de résonance en France qu'aux Pays-Bas, en Allemagne ou en Italie. (Le fascisme ayant bien sûr pesé lourdement sur ces deux derniers pays.) Après avoir fui les régimes totalitaires (le fascisme ou le stalinisme), voire même les régimes réactionnaires de l'entre-deux guerres, de nombreux militants trouvèrent refuge en France. Même après 1940 et l'occupation nazie, ils trouvèrent le moyen de rejoindre la zone libre (et Marseille en particulier) où ils se rassemblèrent avant, pour certains du moins, de rejoindre les États-Unis et le Mexique jusqu'en 1945. Dans ce milieu, trotskystes, anarchistes, bordiguistes et conseillistes (particulièrement au sein de la Gauche communiste de France et des Revolutionäre Kommunisten Deutschlands [RKD, Communistes révolutionnaires d'Allemagne] un groupe majoritairement composé d'exilés vivant en France <sup>(9)</sup>), échappèrent, dans le cadre de ce genre d'associations peu confortables mais imposées par la plus dure des nécessités, non seulement à la Gestapo mais à la répression stalinienne qui sévirent durant la guerre <sup>(10)</sup>.

Ces groupes adoptaient précisément cette position ouvertement internationaliste à l'égard de la Seconde Guerre mondiale, fondée sur ce rejet de l'«antifascisme» démocratico-bourgeois, que Bourseiller traque à travers tout son livre. Mais Bourseiller dissimule que ce point de vue internationaliste du type «L'ennemi est dans notre propre pays» était assez largement partagé par les staliniens, l'aile gauche des sociaux-démocrates et les trotskystes mais également par les militants de l'ultra-gauche aussi bien pendant la «drôle de guerre» de 1939-1940 qu'après, à cause du pacte passé entre Staline et Hitler. Ce n'est qu'avec l'invasion de l'URSS par Hitler, en juin 1941, que les trois premiers groupes cités apportèrent un soutien ouvert (parfois critique) ou militaire aux forces alliées <sup>(11)</sup>.

C'est à partir de ce moment que tout militant agissant en France en accord avec le point de vue internationaliste (et où que ce fût en Europe occupée d'ailleurs) risquait réellement sa vie. Un ancien du RKD affirma plus tard qu'au moment de distribuer des tracts devant l'usine Renault à Billancourt, les membres du groupe avaient plus peur de la Résistance contrôlée par les staliniens que de la Gestapo elle-même <sup>(12)</sup>. Même si la plupart de ces groupes, comme les trotskystes par exemple, espéraient que la Seconde Guerre mondiale serait suivie par une vague révolutionnaire plus importante encore que celle qui avait eu lieu en 1917-1921, rien de cela ne se produisit.

De nombreuses raisons peuvent l'expliquer, notamment le fait que les forces alliées connaissaient elles aussi l'Histoire. Elles firent donc tout ce qui leur était militairement possible pour empêcher une insurrection du type de celle qui avait suivi la Première guerre mondiale. Hurlant avec les loups, et répétant le poncif à la mode sur «triomphe de la démocratie» après 1989, Bourseiller ignore totalement cet aspect de la guerre. Le bombardement de l'Allemagne par les Alliés visait plus les habitations et les infrastructures des quartiers ouvriers que les usines elles-mêmes <sup>(13)</sup>. L'Armée rouge cessa sa progression à l'ouest de Varsovie pendant une durée assez longue pour permettre aux nazis de balayer l'insurrection qui y éclata en 1944, avant la prise de la ville par les Soviétiques, éliminant ainsi toute possibilité de libération autonome de la ville. Bourseiller évoque bien la vague de grèves qui toucha l'Italie du Nord au printemps 1943 et qui fit tomber Mussolini mais il ne dit pas que, une semaine plus tard, des bombardements du même type frappèrent Milan et Turin. Malgré la vie dangereuse que connurent ces groupes internationalistes, ils survécurent. Et lors de l'une de premières grèves importantes de l'après-guerre (dans cette même usine Renault de Billancourt, grève qui, entre autres, poussa le Parti communiste à quitter le gouvernement en 1947), plusieurs de leurs membres dont un fondateur de Lutte Ouvrière, un bordiguiste et un futur membre de *Socialisme ou Barbarie*, participaient au comité de grève.

Après avoir abordé la période d'après-guerre et scruté les regroupements (largement sous-estimés) des courants qui avaient survécu au conflit, Bourseiller se tourne ensuite vers l'histoire du groupe *Socialisme ou Barbarie*. En 1945, le trotskyste grec, Cornelius Castoriadis, rescapé à la fois de la répression

stalinienne et de la «doctrine Truman» qui marquèrent la guerre civile grecque des années 1944-1947, arrive en France. (Castoriadis avait lui-même été formé de manière décisive par le formidable révolutionnaire grec que fut Aghis Stinas <sup>(14)</sup>.) En 1949, Castoriadis et un certain nombre de ses camarades avaient rompu avec la Quatrième Internationale – comme avec le trotskysme plus généralement. Selon eux, le bloc soviétique se contentait de pratiquer le capitalisme d'État et ils rejetaient également la notion léniniste du parti d'avant-garde. Quelques mois plus tard, Castoriadis, Claude Lefort et un certain nombre d'autres fondaient le groupe *Socialisme ou Barbarie* qui était déjà en relation avec ses pendants internationaux, tels que le groupe Johnson-Forrest (C.L.R. James-Raya Dunayevskaya-Grace Lee <sup>(15)</sup>) aux États-Unis et qui entra ensuite en relation avec le groupe anglais Solidarity et ce qu'il restait des communistes de conseils germano-hollandais, sans compter des individus comme Anton Pannekoek, H. Canne-Meier et Paul Mattick.

De 1949 à 1965 (et, au départ du moins, dans une atmosphère internationale et nationale extrêmement tendue engendrée par la guerre froide), *Socialisme ou Barbarie* tenta de repenser complètement le projet révolutionnaire. Soulignons d'emblée ce qui constitue pour nous son véritable mérite: à l'instar des partisans de la tendance Johnson-Forest aux États-Unis, *SOB* sut percevoir les luttes acharnées qui vinrent progressivement occuper le devant de la scène dans tous les pays de «capitalisme avancé», et en particulier en France, aux États-Unis et en Grande-Bretagne dans les années 1950. Cela permit aux «sociaux-barbares», comme ils aimaient à se qualifier eux-mêmes, de considérer avec d'avantage de lucidité que les trotskystes les limites du prétendu stalinisme «réformiste», celles des partis de masse sociaux-démocrates ou travaillistes et surtout celles du projet trotskyste de «s'emparer des syndicats» pour favoriser la révolution. En revanche, le rejet radical par Castoriadis de la critique marxiste de l'économie politique semble aussi peu perspicace que sa tendance appuyée à voir dans le capitalisme un système essentiellement ou totalement organisé autour de «ceux qui donnent les ordres et ceux qui les reçoivent» contrairement à l'idée classique d'un système régi par la loi marxiste de la valeur, mais aussi un système sujet aux formes classiques de crises. (Ceci est particulièrement net dans les articles de 1959-1962 ainsi que dans son texte plus tardif mais largement diffusé, intitulé «Le mouvement révolutionnaire dans le capitalisme moderne»<sup>(15)</sup>.) Certains événements clé eurent un des conséquences importantes sur l'évolution du groupe *Socialisme ou Barbarie*: le soulèvement des ouvriers allemands de l'Est en 1953, les «événements» de 1956 (le XX<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, la révolution hongroise, la résistance des travailleurs polonais, la crise de Suez), les défaites françaises en Indochine et en Algérie, la chute de la Quatrième république, le retour de De Gaulle à la tête de la Cinquième République et la décolonisation en général.

Par leur ouverture, leur refus de choisir un camp dans un monde cogéré par Washington et Moscou, leur désir de ne pas rester pétrifiés dans l'une ou l'autre des innombrables variantes de l'«orthodoxie» trotskyste, les «sociaux-barbares», quelles qu'ont pu être les limites de leurs productions théoriques et de leurs (très modestes) interventions auprès de la classe ouvrière, ouvrirent un espace politique. C'est cet espace que fréquentèrent les personnalités plus jeunes qui passèrent par leur groupe avant de contribuer eux-mêmes de manière plus importante au mouvement général: à l'image de Guy Debord, Gilles Dauvé (alias Jean Barrot)<sup>(17)</sup> et les membres fondateurs d'*Informations et Correspondances Ouvrières* (ICO).

Certaines des limites du groupe se révèlent dans la déclaration de 1967, par laquelle *Socialisme ou Barbarie* annonce sa dissolution (la revue avait cessé de paraître en 1965) et proclame, un an avant la formidable grève de mai-juin 1968, que le groupe ne croit plus en un soulèvement révolutionnaire des classes ouvrières dans les années futures. Pourtant l'«idée conseilliste» que diffusa *Socialisme ou Barbarie* au cours d'une période historique très peu favorable à une telle conception de la révolution, permit également de théoriser la tempête ouvrière qui suivit et se poursuivit (comme aux États-Unis et en Grande-Bretagne jusqu'en 1973, en Italie, en Espagne et au Portugal jusqu'en 1977).

Bourseiller (auteur d'une biographie controversée de Guy Debord) pouvait difficilement faire l'impasse sur l'Internationale situationniste. Les situationnistes et les livres de Debord et Raoul Vaneigem parus en 1967, ont – mieux que tout autre courant – anticipé l'«esprit» de mai 1968 <sup>(18)</sup>. De nombreuses personnes rebutées par l'austérité d'une gauche marxiste plus visible mais aussi par l'ultra-gauche pré et post-1968, découvrirent à travers *La Société du Spectacle* de Debord un Marx qu'ils avaient toujours ignoré et qu'ils purent ainsi relier à leur vie quotidienne dans le cadre d'un capitalisme moderne, et ce d'une manière que l'ancienne ultra-gauche n'avait jamais réussi à atteindre. Néanmoins, les situationnistes ne formèrent jamais un groupe en quête pragmatique de membres et le groupe mit officiellement fin à ses activités en 1972. Ainsi leurs textes servirent-ils souvent de sas menant à la

découverte de Marx, du rôle historique des conseils ouvriers et autres courants de l'ultra-gauche pour des gens qui suivirent plus tard d'autres chemins. (Parmi d'autres voies qui menait à l'ultra-gauche on trouva aussi la fameuse [et plus tard infâme <sup>(19)</sup>] librairie La Vieille Taupe ainsi que les livres et fascicules édités par le collectif des éditions Spartacus réuni autour de René Lefevre.)

La grève générale de mai-juin 1968 en France dans laquelle les courants maoïstes, trotskystes et même anarchistes jouèrent un rôle prééminent, eut pour conséquence à moyen terme de sortir l'ultra-gauche d'un quasi oubli historique<sup>(20)</sup>. Comme l'avait si bien prophétisé le livre co-écrit par C.L.R. James, Cornelius Castoriadis et Grace Lee, *Facing Reality*<sup>(21)</sup>, en 1958 «les travailleurs français bougeront et lorsqu'ils le feront, ils laisseront le Parti communiste français en suspens dans les airs». Pourtant, aussi intense et radical qu'il ait pu être, le Mai français ne fut lui-même qu'un élément du soulèvement international qui se produisit en 1968 et dans les années suivantes; pendant cette période on assista à la «radicalisation» de certaines strates sociales (en particulier des étudiants) en Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, États-Unis, Japon, Chine, Mexique, Brésil, Pologne, Yougoslavie, Tchécoslovaquie pour ne parler que des cas les plus remarquables. Il ne semble pas surprenant que le mouvement le plus radical et ayant eu une portée quasi mondiale se soit justement développé dans le pays où la tradition de l'ultra-gauche est à la fois la plus continue et la plus complexe d'un point de vue historique. Soudain, le vieux dicton selon lequel «Quand la France éternue, l'Europe s'enrhume» semblait être de nouveau radicalement à l'ordre du jour.

En termes de mouvements de masse menés par la classe ouvrière française, mai 1968 apparaît comme une apothéose jamais réitérée depuis. Le «Mai rampant» italien des années 1969-1977 et le soulèvement portugais de 1974-1975 furent incontestablement des moments populaires aussi profonds, voire même plus<sup>(22)</sup>, mais ils n'eurent jamais l'impact international des événements français. Mai 1968 «distilla» l'idée conseilliste telle que l'avaient développée la Gauche germano-hollandaise historique, *Socialisme ou Barbarie* et les situationnistes au point qu'au début des années 1970 le Parti socialiste français lui-même se sentit obligé d'évoquer la notion d'«autogestion». Mais à mesure que le mouvement de masse s'essoufflait et surtout après le début de la crise économique mondiale en 1973 (question à propos de laquelle ni *Socialisme ou Barbarie*, ni les situationnistes ni même Christophe Bourseiller lui-même ne semblent avoir rien à dire), d'autres courants se portèrent sur le devant de la scène.

Au départ il y eut bien quelques maoïstes, mais sur le long terme ce sont les trois principaux groupes trotskystes qui furent les principaux bénéficiaires de Mai 1968 en France<sup>(23)</sup>. Pourtant, prisonniers comme ils l'étaient du sempiternel rabâchage de la grille d'analyse héritée de Lénine et de Trotsky, très peu de ce qu'ils ont pu écrire depuis 1968 n'a pu échapper à la nature éphémère des tracts politiques ou, au mieux, de livres et fascicules de rentrée politique.

Certaines des plus intéressantes contributions à la compréhension théorique du présent (sinon à celle de toutes les expressions politiques de masse qui ont pu exister jusqu'à nos jours) nous viennent des courants qui tentent une synthèse de ce qu'il y a de meilleur dans les Gauches communistes germano-hollandaise et italienne. Les principales figures de ces courants sont Jacques Camatte et sa revue *Invariance*<sup>(24)</sup> et Gilles Dauvé (qui écrivit durant des années sous le pseudonyme de Jean Barrot). Dans une atmosphère dominée (et pas seulement en France) par l'éternel débat autour des «formes d'organisation» (le Parti, les conseils...) ils ont contribué à tisser des liens entre ces formes historiques d'organisation et les catégories de la critique marxiste de l'économie politique et tout particulièrement celle exprimée dans le *Sixième chapitre inédit* du premier livre du *Capital*.

Le livre de Bourseiller est tellement superficiel qu'il ne mentionne même pas cette évolution. Il ne cite que trois fois Jacques Camatte dont les écrits eurent une grande influence; il n'évoque ni ses livres ni l'histoire de sa revue *Invariance*<sup>(25)</sup>. L'auteur est tellement pressé d'en venir à l'affaire du «négationnisme» – dans laquelle Gilles Dauvé/Jean Barrot fut impliqué (sans être lui-même négationniste il fit preuve, selon certains, d'une certaine complaisance envers les négationnistes) – qu'il ne dit absolument rien du contenu des premiers écrits de Dauvé<sup>(26)</sup>. Pourtant, avec ceux de Camatte dans les années 1970, ce sont parmi les rares expressions théoriques de l'après-Mai à valoir encore la peine d'être lus aujourd'hui – et ils le sont d'ailleurs.

Mark Chirik (1907-1990) fut également l'une des figures marquantes de ces milieux. Se trouvant devant l'une des existences les plus intéressantes de cette histoire (il a d'ailleurs inspiré l'un des principaux personnages du roman à clé de Jean Malaquais, *Planète sans visa*), Bourseiller se sent obligé d'évoquer Chirik. Né en Russie en 1907, Chirik fut l'un des membres fondateurs du Parti communiste palestinien en 1919. Après avoir émigré en France dans les années 1920, il passe par le trotskysme avant

de connaître l'influence de l'ultra-gauche. Il reste en France pendant la Seconde Guerre mondiale mais, anticipant une Troisième Guerre mondiale, il part en 1952 pour le Venezuela. Il y reste jusqu'en 1968 et y crée un petit mouvement étudiant avant de revenir en France où il fonde, avec quelques-unes de ses recrues vénézuéliennes, Révolution Internationale (RI), le seul groupe de l'ultra-gauche française à tenter après 1968 de construire une organisation structurée à l'ombre des groupes gauchistes de taille plus importante, même si vers la fin des années 1980 et surtout après la mort de Chirik en 1990, ce courant connaîtra toute une série de scissions.

La lutte de masse connut un déclin certain en France après les années 1970. L'ultra-gauche et les mouvements gauchistes en général en subirent le contrecoup. Nombre de petits groupes ainsi que de nombreuses publications disparurent. Ce déclin offrit le décor de l'épisode «négationniste» qui éclata en plusieurs occasions entre 1977 et 1996 et empoisonna l'atmosphère d'une grande partie des milieux de l'ultra-gauche. Les méandres de cet épisode, centré sur le déni «révisionniste»<sup>(27)</sup> de l'existence des chambres à gaz et donc sur celle d'un plan concerté pour exterminer les Juifs, ne peuvent être racontés ici<sup>(28)</sup>. Mais il est nécessaire de relativiser l'affirmation scandaleuse de Bourseiller (qui apparaît à plusieurs reprises dans le livre) selon laquelle les «trois quarts des militants issus de la mouvance "sociale-barbare" se laissent convaincre en quelques mois et adoptent à leur tour le discours "révisionniste"»<sup>(29)</sup>.

Au centre de toute cette affaire, on trouve Pierre Guillaume, fondateur de la librairie La Vieille Taupe et qui, après avoir été renié par la quasi-totalité de l'ultra-gauche, poursuit aujourd'hui encore dans la même direction et fréquente de plus en plus assidûment les cercles de l'extrême droite. Guillaume et les quelques membres de l'ultra-gauche qui l'accompagnèrent dès le début dans cette affaire négationniste se saisirent des thèses de Robert Faurisson<sup>(30)</sup>. Ils pensaient qu'en parvenant à démasquer le «mythe» des chambres à gaz nazies ils feraient s'effondrer tout l'édifice de l'idéologie bourgeoise bâtie sur le triomphe de la démocratie sur le fascisme après la Seconde Guerre mondiale. Aucun autre courant internationaliste durant la guerre – et même après – n'avait jamais éprouvé le besoin d'entreprendre une telle démarche, à commencer par les membres de l'ultra-gauche qui avaient vécue personnellement l'expérience des camps. Ceci valait également pour les bordiguistes, dont l'article intitulé «*Auschwitz ou le Grand Alibi*» ne niait en rien le génocide perpétré par les nazis mais en proposait au contraire une analyse très mécaniste.

La republication par La Vieille Taupe de cet article sous forme de brochure en 1979 peut être considérée comme le début de l'affaire négationniste dans le milieu de l'ultra-gauche. Selon moi, en plein déclin des luttes de masse, déclin qui dura au moins deux décennies, le négationnisme et la formidable attention que les médias portèrent à cette affaire semblèrent redonner de la vie et, en un certain sens, du mouvement à de petites coterie marginales ne réunissant au maximum qu'une petite centaine de personnes. Cet épisode offrit également aux idéologues de la société dominante (d'où le livre de Bourseiller) et ce particulièrement après les événements de 1989-1991, un excellent prétexte pour s'en prendre aux courants qui critiquaient l'antifascisme et la «démocratie» en resserrant la vieille scie selon laquelle l'extrême gauche et l'extrême droite seraient très proches. D'ex-apologistes du stalinisme, tels Didier Daeninckx, ont ainsi pu profiter de l'excellente occasion de se racheter en endossant le rôle de démystificateur.

Au terme de 500 pages, Bourseiller proclame pour conclure que l'ultra-gauche en tant que telle n'a jamais existé. Une telle affirmation démontre une fois de plus que cet insecte collectionneur insatiable de «micro-histoire» ignore parfaitement l'histoire sociale qui a donné naissance à son sujet. Celle des années 1920, lorsque les Gauches communistes, allemande, hollandaise et italienne étaient l'expression de dizaines de milliers de travailleurs; et celle de 1968 et ses retombées, époque à laquelle les idées que traque Bourseiller inspiraient des milliers de militants. Il n'explique pas pourquoi depuis les années 1989-1991, c'est précisément l'«autre communisme», celui des militants des IWW (Industrial Workers of the World), de C.L.R. James et des Gauches communistes germano-hollandaise et italienne qui attirent l'attention des militants soucieux de théorie. Il n'explique pas pourquoi plus de gens lisent aujourd'hui – dans toutes les langues – Camatte, Debord, Dauvé/Barrot, Bordiga, Munis et Gorter qu'à l'époque même où leurs ouvrages furent publiés.

Le livre de Bourseiller appartient au même genre que *Le Livre noir du communisme* de Stéphane Courtois<sup>(31)</sup> dont l'objectif est de nous asséner qu'«Il n'existe pas de solution alternative» à la spirale descendante dans laquelle nous entraîne le capitalisme mondial. À la lecture de ces productions

idéologiques on éprouve le sentiment qu'ils insistent décidément de manière trop appuyée sur ce fait pour en être vraiment persuadés.

(Traduit par Frédéric Cotton  
et publié dans la revue *Agone* n° 34 en 2005)

#### Notes

1. Malgré le caractère inapproprié du terme «ultra-gauche» tel qu'on l'emploiera momentanément cet article conservera la distinction (plus évidente en français) entre l'«extrême gauche» ou le «gauchisme» qui, depuis 1968, se réfère essentiellement aux trotskystes et aux maoïstes, d'un côté, et, de l'autre, l'«ultra-gauche» pour laquelle trotskysme et maoïsme ne sont que «l'aile gauche du capital».

2. On peut trouver deux comptes rendus plutôt intéressants de ce livre dans la revue *À contretemps* (numéro d'avril 2004) et en particulier celui rédigé par Enrique Escobar, ancien membre de *Socialisme ou Barbarie* qui réfute l'affirmation selon laquelle les «trois quarts» des anciens membres de ce groupe se seraient ralliés aux thèses sordides du «négationnisme». La critique bordiguiste se trouve, elle, dans *Le prolétaire*, n° 470, janvier-février 2004.

3. De nombreux textes de ces personnalités sont disponibles en ligne ([www.plusloin.org](http://www.plusloin.org)) et il existe un site plus complet encore avec leurs textes traduits en une dizaine de langues ([www.left.dis.nl](http://www.left.dis.nl)).

4. Philippe Bourrinet a écrit deux histoires excellentes des Gauches communistes germano-hollandaise et italienne: *La Gauche communiste germano-hollandaise des origines à 1968* et *Le courant bordiguiste*. Ces deux livres sont publiés par les éditions left-dis. Ils sont également disponibles en ligne sur [www.left.dis.nl](http://www.left.dis.nl).

5. Cf. Valérie Higounet, *Histoire du négationnisme en France* (Le Seuil, 2000) ainsi que *Libertaires et ultra-gauche contre le négationnisme* (No Pasaran, 1996).

6. Sur le national-bolchevisme, cf. Jean-Pierre Faye, *Langages totalitaires*, Hermann, 1973.

7. Les éléments de la Gauche communiste italienne ont pu, après l'écroulement du régime mussolinien en 1943, constituer le Parti communiste internationaliste, regroupant quelques milliers de militants et devenant ainsi la cible des pires calomnies (et de quelques assassinats) de la part du parti stalinien, alors à l'apogée de son influence en tant que «parti de la résistance».

8. John Chiaradia, «Antonio Gramsci: The Dark Years», manuscrit inédit.

9. Pierre Lanneret, *Les Internationalistes du «troisième camp» en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Acratie, 1995. Voir aussi le dossier de la revue *Dissidences*, n° 12-13, octobre 2002-janvier 2003: «Révolutionnaires en Seconde Guerre mondiale».

10. La fameuse coopérative d'emballage à Marseille qui permit à un grand nombre de ces individus (parmi lesquels, brièvement, André Breton) de survivre dans les premières années de guerre est dépeinte dans le roman à clé de Jean Malaquais concernant ce milieu: *Planète sans visa*, Phébus, 1999.

11. Le Workers Party aux Etats-Unis, issu du trotskysme classique et peu susceptible d'être confondu avec l'ultra-gauche, campa néanmoins sur une position internationaliste pendant la guerre.

12. Entretien avec Pierre Lanneret («Camille») à San Francisco, vers 1980, militant du groupe à Paris pendant la guerre, ensuite à *Socialisme ou Barbarie* et dans divers courants de l'ultra-gauche jusqu'à sa mort en 1993.

13. 80 % de l'industrie allemande furent préservés par les bombardements alliés afin de permettre à la future Allemagne de participer à l'alliance anti-soviétique après la guerre. James Stewart Martin (*All Honourable Men*, New York, 1950) révèle la collaboration des milieux d'affaires américains, britanniques et allemands pendant la guerre elle-même. João Bernardo (*Labirintos do Fascismo*, Afrontamento, pp. 339-343, 2003) décrit cette même collaboration dans le cadre de la Banque des règlements internationaux (BRI) à Bâle.

14. A. Stinas, *Mémoires: un révolutionnaire dans la Grèce du XX<sup>e</sup> siècle*, La Brèche, 1990.

15. Groupe organisé du mouvement trotskiste américain sous le nom de «tendance Johnson-Forrest», d'abord dans le Workers Party, ensuite dans le Socialist Workers Party, les partisans de C. L. R. James (Johnson) et de Raya Dunayevskaya (Forrest) avaient quitté ce dernier en 1950, au moment de la guerre de Corée. En 1955, les partisans de Johnson et de Forrest se séparent à leur tour. Les «johnsonites» publient la revue *Correspondance* à Detroit, puis la revue *Facing Reality*. Au cours des années 1960, ils étaient peu nombreux mais avaient une certaine influence sur des militants noirs des usines d'automobile de Detroit. Raya Dunayevskaya fonda le groupe *News and Letters*, qui existe encore, mais a récemment scissionné...

16. Réédité dans C. Castoriadis, *Capitalisme moderne et révolution*, 10/18, 1979.

17. Jean Barrot, *Communisme et question russe*, La Tête de Feuilles, 1972; *Le mouvement communiste*, Champ libre, 1972; Barrot et al., *La légende de la gauche au pouvoir: le Front populaire*, La Tête de Feuilles, 1973.

18. Guy Debord, *La société du spectacle*, Buchet-Chastel, 1967 & Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1967.

19. La librairie La Vieille Taupe fut entre 1966 et 1972 l'un des lieux majeurs concernant les écrits de l'ultra-gauche à Paris. Elle a entrepris depuis une malheureuse métamorphose dont nous parlerons un peu plus loin.

20. À l'origine, ce sont les conseillistes germano-hollandais et ceux de *Socialisme ou Barbarie* qui avaient la plus grande influence, l'influence des bordiguistes ne devint primordiale que quelques années plus tard.

21. C.L.R. James et al., *Facing Reality*, Detroit, 1958.

22. Cf. N. Balestrini, *L'orda d'oro*, Milan, 1988; P. Mailer, *Portugal: The Impossible Revolution*, Londres, 1977. (Et en français l'excellent *Portugal, l'autre combat: classes et conflits dans la société*, Cahiers Spartacus série b, n°61, mai-juin 1975, NdE.)

23. Les trois principales factions trotskystes (qui, pour autant que cela veuille dire quelque chose, ont réuni un pourcentage combiné de 11 % aux élections présidentielles de 2002) sont Lutte Ouvrière, la Ligue Communiste Révolutionnaire et les lambertistes, plus connus sous l'appellation d'Organisation communiste internationale. On doit une enquête intéressante sur ces groupes à Christophe Nick, *Les Trotskystes*, Fayard, 2002.

24. *Capital et Gemeinwesen: le 6<sup>e</sup> chapitre inédit du Capital et l'œuvre économique de Marx*, Spartacus, 1978. Voir aussi Jacques Camatte (éd), *Bordiga et la passion du communisme*, Spartacus, 1975.

25. À partir des années 1970, Camatte prend ses distances avec ce qu'il appelle la «théorie du prolétariat», autrement dit le marxisme.

26. Sous le nom de Jean Barrot, lire note 17.

27. Terme préféré pour évoquer les négationnistes de l'Holocauste issus de tous les courants politiques.

28. Cf. V. Higounet, *op. cit.*

29. Bourseiller, pp. 439-440.

30. Sa principale prise de position se trouve dans son *Mémoire en défense: contre ceux qui m'accusent de falsifier l'histoire: la question des chambres à gaz*, La Vieille Taupe, 1980.

31. S. Courtois et al., *Le Livre noir du communisme*, Robert Laffont, 1997. On doit relever pourtant comme une exception au caractère tendancieux de ces articles, l'étude de Nicolas Werth sur l'Union soviétique et en particulier le traitement qu'il réserve aux années 1917-1921.

(2003)